

Conclusions du Forum sur l'économie et la finance bleues à Monaco.

Monseigneur, Altesse,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les dirigeants d'organisations internationales, innovateurs, entrepreneurs,
chercheurs, journalistes,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

Monseigneur, merci de nous permettre de conclure ce forum qui se tient depuis plusieurs jours, ici même, avant que nous n'entrons dans la conférence des Nations unies pour les océans, qui va nous réunir pour la troisième fois après Lisbonne et New York, et qui va permettre en effet de mobiliser la planète sur ces sujets. Je suis très fier, avec mon ami le président de la République de Costa Rica, que nous venons d'entendre d'avoir la co-responsabilité qui a été confiée par le secrétaire général des Nations Unies d'organiser cette suite. Au fond, nous nous retrouvons aujourd'hui dans un moment extrêmement important, et vos travaux ont montré la mobilisation, en effet, de la communauté internationale, scientifique, économique, financière, autour de ces sujets.

Alors, je ne vais pas ici déflurer ce que nous dirons à Nice, ni entrer en trop de détails ou répéter sur ce que j'aurai à dire demain ou après-demain. Mais je voudrais, en droite ligne, avec ce qui vient d'être dit, revenir sur quelques enjeux. D'abord, soyons clairs, ceci n'est pas une opinion et nous n'avons pas le choix. Je m'explique. Ça fait quelques mois, de manière plus prégnante, mais ça fait quelques années qu'on entend dire qu'au fond, le changement climatique, la menace sur la biodiversité, la question des océans, tout ça, ce serait une affaire d'opinion. En fait, on pourrait s'en passer. D'ailleurs, on n'en est pas tout à fait sûr. Et je constate même que certains coupent les financements pour poursuivre la recherche en la matière. Je vais vous dire, non, on n'a pas le droit de faire ça. Parce que ça n'est pas une opinion, mais c'est scientifiquement établi. Parce que nous avons tous besoin de connaître et de comprendre le monde, l'univers dans lequel nous vivons et on a besoin de comprendre comment évolue notre planète, notre climat, nos océans, nos forêts, notre température, notre biodiversité.

Et donc, c'est un devoir politique, éthique, scientifique de continuer à financer une science libre et ouverte et qui coopère, de continuer à comprendre, à chercher et à baser nos décisions sur cette science libre.

Ceci, c'est indispensable et nous continuerons à le faire. C'est ce que l'Europe porte comme message, c'est ce que, à l'instant, nos *compañeros* latino-américains viennent de porter, et pour le Brésil et pour le Costa Rica, mais qui est suivi par tant et tant, c'est ce que le Vietnam ici défend, c'est ce que tous les pays européens à nos côtés disent, c'est ce que de Madagascar aux confins du Pacifique, toutes et tous, nous portons ensemble. Et quand on regarde la science, elle est claire : à 2 degrés de réchauffement, la hausse des mers est d'environ 50 centimètres. Mais dans les pires scénarios et les scénarios les plus dégradés qui, malheureusement, sont aujourd'hui ceux de nos trajectoires, nous approchons, voire, nous dépassons un mètre. Et nous savons que les changements sont, à ce moment-là, dramatiques. Pour plusieurs pays, États côtiers, îles, villes vulnérables. Et nous avons une coalition qui s'est réunie à Nice ces derniers jours et qui a mobilisé pour commencer, évidemment, à trouver les voies et moyens de s'adapter.

Nous voyons dans nos pays déjà les traits de côte qui sont en train de reculer. Et nous savons qu'aussi, les conséquences sont dramatiques pour la biodiversité d'ores et déjà aujourd'hui. Des récifs coralliens, vous l'avez évoqué, à tant et tant d'espèces, qui, à cause de la montée de la température, à cause de l'acidification de nos océans sont en train d'être menacés, disparaître, et nous savons les défis qui existent aussi dans les deux pôles, et je suis très heureux qu'on ait ici le Premier ministre du Groenland et des îles Féroé qui vivent de manière très directe aussi les conséquences de ce réchauffement, de cette grande bascule du monde qui menace nos écosystèmes. Et donc, je vous le disais, ceci n'est pas une opinion, c'est établi.

Ce qu'on est en train de dire, c'est sûr, nous le savons, c'est documenté. Nous savons aussi que nous surexploitions nos océans. Il n'y a pas besoin d'en débattre, ça a été encore montré par des travaux cinématographiques ou scientifiques remarquables. Nous les surexploitions, pourquoi ? Parce qu'il y a encore des comportements de pêche sur intensive qui sont là, mais surtout, il y a une pêche illégale, non réglementée, non documentée. On estime qu'un poisson sur cinq qui est pêché dans notre planète, c'est cette pêche-là. Et donc au fond, on a besoin maintenant d'agir parce que nous en dépendons. Notre planète dépend de nos océans parce que c'est un puits de carbone extraordinaire, parce que c'est un puits de chaleur, ça capture aujourd'hui énormément du réchauffement que nous émettons par ailleurs, parce que c'est un trésor de biodiversité.

Et donc oui, on a besoin de préserver nos mangroves, nos fonds marins, de continuer à capturer ce carbone. Oui, on a besoin d'avoir cette capacité à absorber une partie de la chaleur qu'on crée par ailleurs. Oui, on a besoin de garder cette biodiversité remarquable qui est dans nos océans. Et on en a besoin aussi, et vous l'avez compris à travers ce forum, parce que ce sont 2 600 milliards de dollars d'économies mondiales. Parce que ce sont des milliards d'habitants de la planète qui vivent par nos océans et des produits de nos océans. Et à cet égard, plus de 50 entreprises ont signé un appel à l'action qui les engage avec des politiques ambitieuses. Je les en félicite lors de ce forum. Mais au fond, nous avons tout pour agir. On a la science et on sait où on en est. Et on connaît les trajectoires. Et on va continuer à financer cette science libre. On y reviendra à Nice. On a la dépendance, donc on n'a pas le choix. Et nous avons autour de la table tout le monde : les scientifiques, les gouvernements, les ONG, les peuples qui en dépendent et qui en vivent, et tous les acteurs économiques qui dépendent des produits de la mer vivent de celles-ci et doivent bouger. Et donc, en effet, nous avons une démonstration à faire, collectivement, c'est celle d'agir. Ça a été parfaitement dit.

Alors, nous aussi, en France, nous avons décidé d'agir. C'est pour ça que nous avons décidé de prendre cette co-responsabilité. Et avec plusieurs pays européens, nous avons mené ensemble, il y a quelques années, cette grande coalition pour la protection de la nature et cet objectif pour 2030. Nous avons déjà dépassé les 30 % de protection des aires marines. Et à Nice, on aura l'occasion d'annoncer un renforcement de ces objectifs avec en particulier de la protection forte sur une partie de celle-ci qui va très largement augmenter et qui va nous permettre de beaucoup mieux protéger en particulier nos fonds marins de toutes les pratiques. Et c'est un travail qui a été fait comment ?

Mais c'est un travail qui a été fait par nos scientifiques, nos ministres et nos élus, nos pêcheurs, et tous les acteurs mis autour de la table qui décident d'aller ensemble et d'avancer. Et rien n'est simple. Mais je le dis très clairement, on n'arrivera pas à leur demander ces efforts collectivement si quand on se retourne à côté, on a les copains qui ne font rien. C'est pour ça qu'il a totalement raison. Parce qu'on ne peut pas à quelques-uns sauver la planète. Et la France, pourtant, a la deuxième zone exclusive économique, ce qui fait de nous la deuxième puissance maritime du monde grâce à nos territoires ultramarins. Mais si on n'a pas les autres qui bougent, si on continue à laisser la pêche illégale se faire juste à côté, si on continue d'avoir des comportements complètement non coopératifs, on n'y arrivera pas. D'où l'importance de ces coalitions d'acteurs et d'avancer. Et donc oui, on fera des annonces très fortes en la matière.

Et je veux remercier en particulier nos amis de Polynésie française qui ont pris, et les ont officialisés, il n'y a même pas deux jours, des décisions historiques de protection. Et parce qu'il faut avoir aussi l'humilité de se dire que tout ce qu'on est en train de dire, nos pêcheurs, nos peuples autochtones l'avaient compris bien avant nous. Et tout ce qu'on est en train de faire, eh bien, si je prends la Polynésie française, ils l'avaient fait bien avant nous. En décidant des aires éducatives protégées, nos pêcheurs avaient commencé à repérer que l'océan se régénère très vite quand on le protège. Simplement, on améliore avec ce que l'IUCN, ce que les chercheurs du monde entier nous ont permis de dire et on renforce ces protections. Mais on doit beaucoup aussi à nos peuples autochtones, nos peuples indigènes qui nous ont beaucoup appris et qui sont des acteurs essentiels de ces transitions.

Maintenant, ce qu'on va continuer de faire et ce sur quoi on va se mobiliser pour terminer mon propos sur deux axes, c'est les grands secteurs économiques et la finance. Les grands secteurs économiques, c'est rentable, il y a un modèle économique et il faut donc, si vous me permettez de le dire, foncer. D'abord sur la décarbonation du secteur maritime. Ces derniers mois, on a eu des avancées majeures à l'Organisation maritime internationale, c'était en avril dernier, avec un accord pour définir un chemin de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime. C'est historique, on l'attendait depuis longtemps. Au minimum 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et neutralité en 2050 avec un mécanisme simple permettant de récompenser ceux qui agissent et investissent dans les voiles, les carburants durables avec une forme de bonus et un malus pour ceux qui traînent dans la transition. Et c'est exactement ce qu'on est en train de faire collectivement et ça marche. Je donne un exemple très concret. Pour produire nos fusées, y compris lancer des satellites qui nous permettent l'observation de la Terre, du climat, de nos océans, jusqu'alors, on le faisait avec d'immenses bateaux qui étaient assez polluants. Maintenant, avec des navires comme la Canopée, qui transporte la fusée Ariane, la Canopée utilise l'énergie du vent et 30 % de CO2 en moins. Eh bien, un tel bateau est récompensé et c'est tout l'écosystème qui va être encouragé dans ce sens. C'est pourquoi pour accompagner cette décision de l'Organisation maritime internationale d'avril dernier, la France a pris la décision de flécher les recettes du marché carbone européen des transports au bénéfice du financement de la décarbonation du secteur maritime.

À côté de ça, nous avons mis en place un fonds de décarbonation de notre flotte qui a été initié et poussé grâce à l'investissement de CMA-CGM et qui permet d'accompagner pour nos pêcheurs la décarbonation de leur flotte et leur transformation. Et puis, nous continuons le travail qui avait été lancé en marge du G7 2019 à Biarritz, de décarbonation de la flotte européenne et d'un engagement qui a été lancé par le cluster maritime français et par nos grands transporteurs, qui est un engagement de réduction de la vitesse. Et j'insiste sur ce point pour tous les grands transporteurs, à chaque fois qu'on arrivera à engager, sur toutes les routes du monde, les grands transporteurs à réduire leur vitesse, on réduira d'autant les émissions. Et donc, ne lâchons pas cet objectif de réduction de la vitesse, il est clé.

Et puis au-delà de ça, de tout ce qui est fait en mer, il y a évidemment ce qui est fait lors des escales. Je veux rappeler un chiffre : les émissions à quai représentent plus de 20% des émissions totales. Et donc nous pouvons les éliminer très simplement, Monaco est exemplaire à ce titre, par de l'énergie bas-carbone sur les quais, à base de nucléaire, d'énergie renouvelable, d'innovation, comme on l'a vu ce matin avec la thalassothermie. C'est ce que nous faisons dans nos ports : à Marseille, au Havre, à Dunkerque, à Bordeaux, ça fonctionne. Et donc la décarbonation de nos ports, leur électrification, leur électrification avec un mix électrique décarboné, c'est essentiel pour réduire les émissions et décarboner le transport maritime également. Et donc, je veux ici saluer la très forte mobilisation des plus grands ports, des armateurs mondiaux, des efforts cruciaux. Mais allons-y et mettons en place partout ce système de bonus-malus pour poursuivre cet effort.

Au-delà du transport mondial, il y a bien entendu le tourisme, avec les pollutions qui accompagnent cette activité. La pollution plastique, l'atteinte à la biodiversité. Et à cet égard, je veux ici vraiment dire mon soutien et mes félicitations à la coalition Ocean Tourism Impact que vous avez créée ici, lors du BEFF, et qui contribuera à répondre à ce défi majeur qu'est le développement du tourisme durable. Là aussi, mettons en place et développons les labels, encourageons à développer un tourisme qui respecte la biodiversité, qui régule les activités qui sont prédatrices ou qui détruisent ou menacent notre biodiversité et accompagnons nos territoires insulaires ultramarins les plus vulnérables sur ce chemin. La France, qui est la première destination touristique mondiale, a aussi cette volonté d'aller vers un tourisme durable, et également nous favorisons les bons comportements. MSC Croisière a annoncé à Chose France, il y a quelques semaines, la commande de deux nouveaux navires qui seront construits sur les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, et bien ces bateaux de croisière, sont l'illustration d'un tourisme durable. En effet, parce qu'ils seront les plus économes en énergie au monde, avec des carburants innovants, mais aussi des technologies environnementales de pointe, pour limiter l'impact, tant pendant les escales, que pour éviter par exemple, on l'a encore vu ce matin au musée océanographique, les collisions avec les grands cétacés. Ce qui est, on le sait, un défi fondamental. Et donc, oui, il y a un chemin possible, mais dans tous ces secteurs, changeons les comportements, mettons en place les bonnes incitations, transformons, du transport au tourisme, les comportements.

Et puis, et je conclurai là-dessus, pour accompagner ce mouvement, il nous faut inventer de nouveaux modes de financement pour protéger nos écosystèmes. Et je veux ici féliciter le Blue Economy and Finance Forum d'avoir repositionné l'océan comme espace d'opportunité économique. À ce titre, c'est ce que nous sommes en train de faire avec l'Agence Française de Développement qui a mis près d'un milliard d'euros en 2024 au bénéfice des peuples et de la planète sur la question de l'économie bleue durable et je me félicite que dans le cadre de l'association des banques de développement du monde entier, Finance in Common, l'AFD, avec ses collègues, ait aussi, dès 2023, lancé une grande coalition en faveur de l'économie bleue. Cette coalition a permis l'adoption d'une déclaration ambitieuse au BEFF, notamment celui d'engager plus de 5 milliards de dollars par an pour les océans. Cet engagement, c'est un jalon essentiel pour réaliser l'ODD numéro 14 et avoir des résultats concrets là aussi. Et donc, bravo à vous. On a aussi certains mécanismes qui ont prouvé leur efficacité pour préserver nos écosystèmes, le label bas carbone par exemple. Je voudrais également insister sur un point, quand on parle justement de mode de financement vertueux, c'est ce que nous avons en commun avec le Royaume-Uni, votre Altesse, lancé et sa majesté le roi Charles a beaucoup fait en la matière, en 2023, le Royaume-Uni et la France ont lancé un ambitieux travail sur les crédits biodiversité. Et les travaux du panel, pilotés par Sylvie Goulard et Dame Amelia Fawcett, ont permis la mise en place d'une méthodologie très importante qui a été présentée l'année dernière et que nous continuons de suivre, mais surtout maintenant, et j'insiste, des projets pilotes qui montrent que cela marche, notamment pour la préservation d'écosystèmes aquatiques, les herbiers sous-marins au Kenya ou en Australie, des coraux aux Philippines ou encore des mangroves aux Émirats Arabes Unis. Et ces projets, je l'espère, serviront de fondation sur ces questions de financement de projets de restauration et de protection de nos océans, de la nature et de la biodiversité.

Au fond, nous avons mis sur la biodiversité une méthode, qui je crois d'ailleurs encore maintenant, parce que vous avez été toutes deux extrêmement rigoureuses, plus fortes, plus rigoureuses, avec une bonne méthode qui est de partir des projets pilotes, pour essayer de reprendre la même approche que nous avons eue sur les crédits carbone, mais qui, il faut bien le dire, a parfois été un peu divertie de ses ambitions premières. Parce qu'on s'en est parfois joué, parce qu'on en a mis de toutes les couleurs, et parce qu'on a mis des crédits carbone qui étaient des vrais à côté de crédits carbone qui étaient des faux. Et il faut rester extrêmement rigoureux dans la méthode pour ne pas perdre la confiance des opérateurs. Eh bien en matière de biodiversité, c'est ce que nous sommes en train de récupérer aussi en matière de carbone, cette méthodologie, c'est celle qui va permettre de donner des vraies incitations de marché à des projets qui sont essentiels pour la préservation de notre biodiversité et de nos climats. Et je suis très heureux aujourd'hui que ces travaux se poursuivent, se pérennisent, pour pouvoir continuer d'accompagner le développement de ces instruments et attirer le secteur économique vers ses objectifs.

Je n'oublie pas à cet égard les grands philanthropes qui s'engagent. 10 milliards de dollars sont déjà sur la table d'ici 2030 grâce au BEFF. Cette première mobilisation est déjà une bonne nouvelle mais nous devons aller plus loin. Et je veux remercier ici les financeurs, les philanthropes, les grandes fondations présentes qui sont déjà dans cette initiative et je les invite à rejoindre cette initiative que nous avons portée également et nous mobiliserons en octobre prochain à nouveau les grands fonds souverains, les asset managers mais aussi les fondations et les philanthropes dans cette même direction.

Voilà Mesdames et Messieurs les quelques convictions que je voulais porter. Nous avons le devoir de nous mobiliser parce que la science est claire et que les faits sont là. Il n'y a aucune fatalité. Et donc, à quelques gouvernements, nous allons, dans les prochains jours, porter des décisions déjà fortes, mobiliser la communauté internationale, mais il est essentiel de mobiliser les secteurs financiers et économiques du monde entier. Il y a la possibilité d'avoir une pêche durable, il y a la possibilité d'avoir un transport maritime durable, il y a la possibilité d'avoir un tourisme durable, il y a la possibilité d'avoir un modèle économique pour notre planète et nos océans qui soit soutenable. C'est une question de choix, de responsabilité et de mobilisation collective. C'est ce que nous avons commencé de faire. Ce forum, Monseigneur, est une étape essentielle et je vous en remercie. Je vous donne rendez-vous dans quelques heures à Nice mais nous ne lâcherons rien à ce combat.

Vive nos océans et merci infiniment pour votre mobilisation.